

sent dans l'ensemble que leur politique a manqué de suite. C'est un représentant du gouvernement des États-Unis qui a donné à Nasser un pistolet d'argent. C'est le gouvernement des États-Unis qui a repris ses promesses d'assistance pour la construction du barrage d'Aswan. C'est le gouvernement des États-Unis qui a porté préjudice aux concessions pétrolières des Britanniques en Iran pour servir ses propres intérêts.

Une des choses les plus renversantes, quand on voit tout ce qui s'est passé en Europe et au Levant, c'est que le gouvernement canadien était si manifestement mal préparé à ces événements. Au dire du Gouvernement, le Canada a joué le rôle d'interprète et de conciliateur entre la Grande-Bretagne et les États-Unis. Il était censé servir de pont entre ces deux pays. Or, pendant cette crise, il lui arrivait parfois de presque ressembler à un précipice.

Depuis le début de la crise, le peuple canadien est continuellement mal informé et induit en erreur. Quelle que puisse être la valeur de la proposition du Gouvernement, proposition qui avait d'abord émané de l'opposition, voulant qu'une force de police soit envoyée au Proche-Orient par les Nations Unies, il est malaisé de justifier l'humiliation que s'est vu ensuite infliger le Canada. Le *Magnificent*, ce superbe porte-avion, est revenu au Canada à si vive allure que sa charpente en a souffert. On l'a démonté puis reconstruit en transport de troupes. Les journaux du Canada et les écrans de télévision nous représentaient constamment des soldats allant et venant, au service de l'œuvre capitale du maintien de la paix dans le monde. Cette force de police des Nations Unies nous apparaît maintenant comme une force composée d'éléments choisis par Nasser, lequel peut diriger ces troupes là où il le veut.

Au début de la dernière session de la Chambre des communes, les débats ont porté surtout sur la question de savoir si oui ou non le gouvernement avait raison d'envoyer à l'Égypte quelques appareils Harvard. Au cours du débat, il est apparu que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures ne savait pas trop si ces avions pouvaient être armés et bien utilisés comme engins de guerre. Aujourd'hui, à la Chambre des communes réunie en session, un débat est amorcé sur l'envoi de militaires canadiens en Égypte et le secrétaire d'État ne sait pas ou n'a pas dit si ces hommes allaient être assez armés pour se défendre eux-mêmes, ni si on aurait besoin d'eux ni dans quelles conditions ils auront à remplir leur tâche. Où seront-ils cantonnés et combien de temps resteront-ils dans ce pays? Il ne le sait pas! Il se peut que la couleur de leur uniforme ne plaise pas à M. Nasser. Il n'ai-

me pas que ces soldats s'appellent les fusiliers de la reine.

On le voit donc, monsieur l'Orateur, le colonel Nasser et ses amis, les Russes, se sont constamment efforcés petit à petit de miner la valeur de la force policière que les Nations Unies se proposent d'envoyer là-bas. Nous blâmons le Gouvernement de n'avoir pas obtenu que les Nations Unies acceptent non seulement l'idée mais la réalité d'une force de police. La force de police des Nations Unies doit être une force efficace, car une force inefficace peut fort bien ne réussir qu'à appeler le malheur sur son personnel et sur la cause qu'elle soutient.

Il semble maintenant clair que la Grande-Bretagne et la France ne retireront pas toutes leurs troupes de la zone du conflit avant d'être sûres qu'une telle force internationale est capable de jouer un rôle efficace. Qui oserait leur demander de le faire, monsieur l'Orateur, et quel représentant du Canada pourrait se croiser les bras pendant que les États-Unis leur demandent de se retirer, qu'il y ait ou non là-bas une force internationale de police. Ce sont là des questions qui mettent en jeu la vie et le bien-être du Canada et sur lesquelles la loyale opposition de Sa Majesté a décidé de se prononcer après avoir examiné quelle est la situation et quel est notre objectif. Le Gouvernement ne nous l'a pas dit. Jamais nous n'avons été témoins, comme samedi dernier où notre pays s'est abstenu de voter, d'un si parfait exemple d'indifférence béate et de silence presque humiliant.

Le Gouvernement, qui a présenté une résolution aux Nations Unies, a donc comme premier devoir d'exiger que la force de police expédiée en Égypte soit, en vérité et en fait, capable de maintenir la paix. A moins de cela, autant vaudrait répudier les principes fondamentaux sur lesquels s'appuient les Nations Unies.

J'ai signalé les dangers qu'une agression soviétique au Moyen-Orient fait courir au monde libre. Je sais qu'il n'y a pas lieu de rappeler à la Chambre que les agissements soviétiques au Moyen-Orient ne sont pas étrangers aux tragiques événements qui se sont déroulés en Hongrie ces dernières semaines. C'est par la force seulement que se maintient la domination soviétique sur tous les pays satellites. Ceux qui dirigent au Kremlin suivent la politique de domination du régime stalinien afin d'étendre l'empire soviétique. Je ne pense pas que nous devions entretenir quelque doute au sujet de la libéralisation du régime dans l'Union soviétique depuis la mort de Staline. Cependant, si nous avons vraiment espéré voir la fin de la guerre froide entre les nations, on